



UvA-DARE (Digital Academic Repository)

Le patrimoine et le droit à la ville: dans le contexte du conflit israélo-palestinien, le patrimoine est manipulé pour transformer des territoires contestés et pour revendiquer la souveraineté et le contrôle

de Cesari, C.

Published in:
Afkar Idées

[Link to publication](#)

Citation for published version (APA):

de Cesari, C. (2015). Le patrimoine et le droit à la ville: dans le contexte du conflit israélo-palestinien, le patrimoine est manipulé pour transformer des territoires contestés et pour revendiquer la souveraineté et le contrôle. *Afkar Idées*, 44, 64-67.

General rights

It is not permitted to download or to forward/distribute the text or part of it without the consent of the author(s) and/or copyright holder(s), other than for strictly personal, individual use, unless the work is under an open content license (like Creative Commons).

Disclaimer/Complaints regulations

If you believe that digital publication of certain material infringes any of your rights or (privacy) interests, please let the Library know, stating your reasons. In case of a legitimate complaint, the Library will make the material inaccessible and/or remove it from the website. Please Ask the Library: <https://uba.uva.nl/en/contact>, or a letter to: Library of the University of Amsterdam, Secretariat, Singel 425, 1012 WP Amsterdam, The Netherlands. You will be contacted as soon as possible.

UvA-DARE is a service provided by the library of the University of Amsterdam (<http://dare.uva.nl>)

Le patrimoine et le droit à la ville

Dans le contexte du conflit israélo-palestinien, le patrimoine est manipulé pour transformer des territoires contestés et pour revendiquer la souveraineté et le contrôle.

Chiara de Cesari

A l'ombre de la colline du Haram al Sharif et du Mur des Lamentations, juste à côté de la Vieille Ville de Jérusalem, une grande partie du quartier palestinien occupé de Silwan/Wadi Hilwah a été expropriée récemment et « rurbanisée » avec un parc archéologique et une colonie juive dénommée La Cité de David. Malgré la richesse des vestiges archéologiques datant de plusieurs périodes, seul est présenté le passé biblique. L'Autorité des Parcs d'Israël a sous-traité la gestion de l'installation à une ONG dénommée Fondation Ir David (en abrégé El Ad), un groupe proche des colons israéliens ultranationalistes religieux. Fondée par un ancien commandant d'une unité d'élite de l'armée, El Ad déclare sur son site internet qu'elle se consacre à « la préservation et au développement de la Cité biblique de David », une mission qui inclut aussi une « revitalisation résidentielle », c'est-à-dire la colonisation. (<http://www.cityofdavid.org.il/en/The-Ir-David-Foundation>)

De nos jours, tant les anciens résidents palestiniens que les colons juifs vivent entre les vestiges soigneusement entretenus du parc. Cependant, les palestiniens, qui ne jouissent pas des droits de citoyenneté à Jérusalem, sont sans aucun doute moins satisfaits de cohabiter avec l'archéologie, transformée en un moyen et un indicateur de leur dépossession continue. Ceci est l'effet politique du passé sur le présent. Tout au long du chemin central sinueux du parc, des pancartes bien visibles affichent la harpe biblique de David et signalent la « maison de Netzer » et d'autres noms des Écritures, bien que dans certains cas il ne s'agit pas de vestiges archéologiques mais de nouveaux foyers de colons pour lesquels coloniser la Terre Sainte est une mission religieuse et nationaliste. Les maisons sont construites dans un style néobiblique pour se fondre avec l'entourage patrimonialisé. Le terrain sur lequel sont construits le parc et les maisons des nouveaux occupants a été ex-

proprié ou acheté à des palestiniens par le biais d'acquisitions polémiques et forcées, obligeant ainsi bon nombre d'entre eux à abandonner leur communauté ancestrale.

À Wadi Hilwah/Cité de David une histoire monolithique et d'exclusion du passé a été engagée afin de déplacer les palestiniens, leur héritage vivant et leur monde urbain en faveur des colons. Voici-là le potentiel destructif de l'archéologie : les zones de fouilles du parc envahissent et assiègent les maisons palestiniennes, certaines d'entre elles ont été partiellement démolies à cause des fouilles réalisées juste en-dessous. Exposés à la violence des occupants et de la police de la frontière ainsi qu'à une menace de démolition ou d'expropriation constante, les résidents palestiniens qui subsistent encore sont obligés de vivre une vie subjuguée et infraurbaine dans un paysage néobiblique de ruines et de vallées, de touristes et de tours de guet, de colons et de caméras de surveillance, un paysage qui n'est plus le leur. Le nom de l'artère centrale a même changé, il est passé de rue Wadi Hilwah à rue « Ascension à la Cité de David ».

La Cité de David se trouve très proche de la zone la plus chère de Jérusalem et sa patrimonialisation a contribué à faire flamber les prix. Créée en 1986, El Ad est actuellement propriétaire de la plupart des terrains du parc et est en train de les agrandir. Pour ce faire, elle compte sur le soutien direct et indirect de différents organismes d'État. Par exemple, après des décennies d'abandon des quartiers palestiniens, la municipalité israélienne a entamé un projet de « renouvellement » en incorporant et en concédant au parc géré par les colons des zones anciennement palestiniennes. Le parc n'étant pas géré par l'Autorité israélienne des parcs nationaux mais par une ONG, l'État n'est pas l'agent direct de la dépossession et d'autres violations des droits de l'Homme. Malgré ce-

Chiara de Cesari, professeur adjointe en Études européennes et Études culturelles à l'Université d'Amsterdam. Article écrit en collaboration avec Michael Herzfeld pour le chapitre « Urban heritage and social movements », dans *Global heritage: a reader*, (édité par Lynn Meskell. Wiley-Blackwell, prévu pour 2015), reproduit avec l'autorisation de John Wiley & Sons, Inc. Je voudrais remercier Michael Herzfeld et Lynn Meskell pour l'autorisation de sa reproduction.



Une famille juive ultraorthodoxe se promène à côté de deux femmes palestiniennes, près du Tombeau des Patriarches. Vieille Ville d'Hébron, octobre 2014. / HAZEM BADER/AFP/GETTY IMAGES

la, il fournit à El Ad, en partie aussi grâce aux fouilles dirigées par l'Autorité des Antiquités d'Israël, l'infrastructure juridique et matérielle, tout en contrôlant les bénéfiques. Ainsi, les visiteurs deviennent par la force des choses complices du processus d'expulsion et d'expropriation en marche.

Le cas de la Cité de David n'est pas une exception, mais il reproduit un modèle crucial pour le fonctionnement du projet national-colonialiste de l'Etat israélien. Dès les premières années, l'archéologie a joué un rôle clé dans construction de l'État-nation israélien : elle a même légitimé la colonisation en produisant l'évidence matérielle de l'ancien territoire d'Israël et en corroborant ainsi l'idéologie du retour, comme Nadia Abu El Haj a démontré dans son livre paru en 2001 *Facts on the Ground*.

Cependant, comment fonctionne la patrimonialisation ? « Nous visitons la Cité de David et nous nous sentons comme s'ils nous étions transportés 3000 ans

dans le passé » : ceci est la citation d'un visiteur que le site internet du parc utilise pour attirer les touristes et qui indique clairement le facteur idéologique de l'archéologie. Ceci produit une continuité spatio-temporelle, « enracinant » la présence des colons dans un passé lointain. En même temps, l'archéologie détruit le passé et le présent des palestiniens, tandis que leurs terres sont incorporées au territoire national israélien. Pour les colons, coexister avec l'archéologie signifie vivre légitimement en terre occupée. Avec le gouvernement israélien, ils rejettent l'idée qu'il s'agit d'une « occupation » ; cependant, ce n'est pas là l'avis de la communauté internationale, pour qui tant les colonies comme l'annexion de Jérusalem Est sont illégales au regard du droit international. Selon El Ad, « des centaines d'habitants juifs résident dans la Cité de David et contribuent à configurer la nouvelle mosaïque prometteuse du retour des juifs en Israël et à la ville éternelle, Jérusalem ».

Dans des lieux tels que Silwan/Cité de David, où la force morale et émotionnelle du nationalisme ainsi que le passé sont mis en oeuvre pour occulter une réalité coloniale, le patrimoine se dresse dans l'espace d'une dialectique à deux visages. En effet, la Cité de David est devenue le symbole de la résistance palestinienne non violente – bien qu'elle ne se soit pas avérée efficace pour stopper la colonisation – et le détonateur de frictions au sein de la société israélienne grâce aux manifestations d'un groupe d'archéologues très petit mais persuasif, indigné par la mauvaise utilisation de leur discipline (ils ont créé une organisation activiste, Emek Shaveh, qui organise des visites guidées critiques du site et publie régulièrement des analyses et mises à jour de leur site web, <http://alt-arch.org/en/about-us>).

En contrepoint, près de l'entrée dans la Cité de David, se trouve un petit bâtiment en pierre flanqué d'une grande affiche annonçant le « Centre d'information de Hilwah-Silwan ». Le but de ce centre, tenu par des habitants de la zone, est d'informer des violations des droits de l'Homme dans le quartier de Silwan et de « demander aux peuples d'Israël et du monde entier de soutenir leur lutte pour le droit de vivre dans leur communauté et de faire partie d'une Jérusalem multiculturelle basée sur les principes d'égalité et de paix ». L'organisation a un site web actif (http://silwanic.net/?page_id=684) sur lequel elle publie les dernières actualités sur la violation des droits de l'Homme dans les territoires, en mettant l'accent sur les souffrances – arrestations fréquentes, démolitions de maisons, harcèlement de la part des colons – des habitants de Jérusalem. La présentation du site web du centre met l'accent sur la politique du patrimoine et en particulier sur la défense ardue du patrimoine local intangible par les résidents: « Nous n'admettons pas qu'on cache une identité profondément enracinée qui est la nôtre et qui est présente dans les maisons, dans les pierres, dans les arbres, dans les jardins, dans les fontaines et dans le ciel de notre village [Silwan]... Nous sommes très fiers de toute son histoire et nous sommes très fiers d'en être les héritiers. Nous reconnaissons chacune des civilisations qui sont passées par ce lieu, celles qui l'ont construit, voire même celles qui l'ont détruit et qui ont semé le chaos ».

La Vieille Ville d'Hébron

Une dialectique similaire de dépossession et de résistance à travers le patrimoine s'est déployée dans la Vieille Ville d'Hébron, la plus grande ville de Cisjordanie après Jérusalem. Hébron est un lieu historique et religieux important, avec une architecture arabo-islamique traditionnelle construite autour du principal sanctuaire de la ville, le Haram Ibrahim, ou le Tombeau des Patriarches, lieu sacré aussi

bien pour les juifs que pour les musulmans, car il abriterait les tombes de plusieurs patriarches bibliques, dont Abraham, père des deux croyances. Depuis le début de l'occupation israélienne de la Cisjordanie en 1967, des groupes extrémistes de colons juifs ont occupé des bâtiments dans toute la Vieille Ville, près du sanctuaire. Pour les colons, le Tombeau des Patriarches est la meilleure preuve de leurs droits sur la ville, comme a déclaré David Wilder, porte-parole de la nouvelle communauté juive de la ville d'Hébron, lors d'un entretien : « Les gens [les colons] qui vivent ici [dans la Vieille Ville d'Hébron] le font bien entendu pour des raisons idéologiques. ... N'oubliez pas que le Tombeau des Patriarches, en contrebas de cette rue, est le deuxième lieu sacré pour le peuple juif du monde entier. Donc, toute cette terre est juive. Lorsque je suis revenu ici, je ne revenais pas pour conquérir et pour occuper une terre étrangère. Je revenais chez moi. Je revenais là où les juifs avaient vécu ». Comme à Jérusalem, les colons d'Hébron vivent aussi au milieu de l'archéologie. Par exemple, à Tell Rumeida, l'une des colonies de la ville, les habitations s'érigent sur les couches archéologiques d'un gisement datant de l'âge de bronze excavé dans les années quatre-vingt et immédiatement colonisé.

Dans ce cas-là aussi, des protestations se sont élevées au sein de la communauté archéologique israélienne, dont certains spécialistes ont dénoncé les dégâts multiples que ces pratiques de colonisation provoquent sur le patrimoine archéologique. Et là encore, les raisons de la science ont été déroutées par le pouvoir du mouvement de colonisation et son alliance avec le gouvernement, lequel après une longue parenthèse, a non seulement autorisé la construction sur le site mais aussi, plus récemment, la création et le financement d'un parc archéologique. Au moment d'écrire ces lignes, le projet du parc est dans sa période de lancement : les fouilles ont commencé en janvier 2014, menées par l'Autorité des Antiquités d'Israël et l'Université d'Ariel avec un budget de 1,5 millions d'euros alloué par le Ministère de la Culture. Depuis 1967, les archéologues israéliens ont mené à bien plusieurs fouilles en Cisjordanie, bien que beaucoup ne fussent pas légales selon la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflits armés.

Vivre dans ce qu'ils perçoivent comme le patrimoine juif d'Hébron, le redécouvrir et le redonner vie à travers des fouilles, des pratiques rituelles, des pèlerinages et des festivals. C'est ainsi que les colons font de la colonisation une récupération de la terre ancestrale. Le visiteur qui assiste désormais à ces agissements, et tous les autres qui visiteront probablement le parc une fois terminé, renforcent ce processus et la légitimité des colonies dans l'opinion publique. Les archéologues critiques d'Emek Shaveh suggèrent que ce parc pourrait consolider plus encore le changement des per-

ceptions israéliennes vis-à-vis des colonies d'Hébron, considérées comme le foyer du radicalisme religieux et politique et en passe de devenir un lieu de patrimoine national important. Malgré plaintes, le gouvernement israélien a inclus en 2010 Hébron dans la liste des « Projets de Sites Archéologiques Nationaux », un plan de grande échelle pour réhabiliter des sites archéologiques et historiques clé pour objectif explicite de renforcer la connexion entre le peuple juif et la terre. Début 2014, alors que les archéologues commençaient juste les fouilles à Tel Rumeida, le premier ministre israélien Benyamin Netanyahu déclara qu'il était contre l'évacuation des colonies telles qu'Hébron parce qu'elles sont « importantes pour le peuple juif ». En même temps, la terre retournée par les fouilles de Tel Rumeida recouvrait les terrains adjacents de plusieurs familles palestiniennes.

Une fois encore, grâce au large soutien du pouvoir de l'État d'Israël, les revendications des colons de leur droit à la ville ont privé les palestiniens locaux de leurs foyers, de leurs moyens de subsistance et de leur patrimoine. Ceci a provoqué la militarisation et la ségrégation de la Vieille Ville palestinienne, la transformant en une ville fantôme parsemée de check points et de zones interdites. La vie économique a subi un dur coup avec l'expropriation des nœuds urbains clé, comme le marché des fruits et légumes et la gare routière, et la fermeture de la plupart des commerces locaux. Les cibles de la violence systémique, surtout les palestiniens appartenant à la classe moyenne, ont abandonné la Vieille Ville et leur nombre est passé de plus de 7 500 avant 1967 à environ 400 au début des années quatre-vingt-dix. Mais dans ce cas-là aussi le patrimoine est un exemple de la réversibilité stratégique du pouvoir, car il s'est converti en une plateforme pour un projet palestinien contre la colonisation.

En 1994, à l'époque des Accords d'Oslo et sous l'auspice d'Arafat, un groupe d'hommes politiques, d'architectes et d'activistes locaux palestiniens ont créé un comité pour restaurer la Vieille Ville et permettre aux Palestiniens de retourner vivre dans les vieilles maisons restaurées pour qu'elles ne soient pas abandonnées et qu'elles ne deviennent donc pas la proie de l'occupation des colons. Ils ont fondé le Comité de réhabilitation de la ville d'Hébron (HRC, en anglais). Cette organisation a été le résultat d'une constellation de facteurs et de forces : forces locales continues pour la préservation du patrimoine et de la Vieille Ville, mais aussi stratégie politique de l'OLP à ce moment là, qui combinait les négociations avec différentes formes de résistance conçues pour renforcer la position de négociation palestinienne. Cependant, au fil des ans, le HRC est devenu un peu différent. Lauréat de plusieurs prix d'architecture et de patrimoine, fier de sa connexion aux réseaux internationaux d'experts du patrimoine et du partage de leur vision scientifique, il poursuit son travail de restauration et de réhabilita-

tion des bâtiments historiques d'Hébron et d'amélioration de la vie des habitants palestiniens. Jusqu'en 2013, il avait rénové une grande partie du tissu urbain et historique, et plus de 6 000 palestiniens étaient retournés vivre dans la Vieille Ville où peu à peu, surtout au cours des dernières années, les commerces rouvrent leurs portes et où une certaine apparence de normalité semble se récupérer.

La colonisation se poursuit à Hébron, non sans protestation. Au début, le HRC se consacrait exclusivement à la restauration de maisons afin de freiner l'expansion de l'occupation, mais il a ensuite adopté une stratégie beaucoup plus globale qui avait pour but de « développer » et de « revitaliser » la Vieille Ville. Cette mission inclut non seulement une offre d'infrastructures mais aussi une assistance sociale aux familles pauvres de la Vieille Ville, la poursuite d'une série d'initiatives de développement socioéconomique et le fonctionnement d'un centre juridique pour surveiller la violation des droits de l'Homme, ou encore la préparation du plan directeur du patrimoine et du tourisme pour toute la ville.

En l'absence de structures étatiques stables et dans une zone sous contrôle militaire israélien, l'organisation s'occupe de l'administration de la Vieille Ville comme s'il s'agissait d'un département municipal et elle reçoit des millions de dollars de donateurs européens et arabes. Récemment, le HRC a commencé à préparer la candidature de la Vieille Ville d'Hébron pour l'inscrire sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Cette initiative vise également à renforcer la revendication palestinienne de la souveraineté territoriale locale. Des organisations et des initiatives similaires dans toute la Cisjordanie ont développé de nombreux projets de renouvellement urbain visant la restauration et la réutilisation sociale de l'architecture vernaculaire locale. L'occupation israélienne a marqué profondément ces projets sur le patrimoine qui prétendent, sans exception, préserver ce que l'intellectuel et activiste palestinien des droits de l'Homme Raja Shehadeh a dénommé un « paysage évanescent », un tissu patrimoniallement riche de relations sociales et d'interactions humaines et environnementales, profondément entrelacées entre passé et présent. En Palestine/Israël le patrimoine est donc utilisé pour transformer des territoires contestés et pour revendiquer la souveraineté et le contrôle. ■